

Deuxième réunion de la Commission mixte scientifique Canada-France

La Commission mixte Canada-France en formation scientifique, prévue en 1973 par l'échange de lettres complémentaires à l'accord culturel de 1965, a tenu sa deuxième réunion à Ottawa les 4 et 5 mai.

Les délégations étaient dirigées par M. Yves Jacques, chef du service des Affaires scientifiques au ministère français des Affaires étrangères, et M. Marc Baudouin, directeur général du bureau des Affaires d'Europe au ministère canadien des Affaires extérieures. Elles comprenaient notamment M. Philippe Peltier, conseiller responsable de la division des Affaires internationales à la Délégation générale à la recherche scientifique et technique, et M. James Mullin, directeur général de la division internationale auprès du ministère d'État aux Sciences et à la Technologie. En plus des représentants du gouvernement fédéral, la province de la Colombie-Britannique était représentée par Mme A. Lefebvre-Anglin.

En dressant le bilan des échanges faits en application de l'accord de 1965 et particulièrement au cours des dernières années, les délégations ont constaté que les liens entre les deux communautés scientifiques, déjà nourris, vont encore s'intensifiant. Elles se sont félicitées des

accords existants ainsi que de la signature lors de la présente session du mémoire d'entente entre l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, en France, et le Conseil de recherches médicales du Canada. La partie canadienne a fait état des modifications apportées par son gouvernement aux structures de ses conseils subventionnaires, à savoir la création du Conseil de recherches en sciences humaines et du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.

Les deux délégations ont souligné la qualité des projets de coopération soumis de part et d'autre et particulièrement leur complémentarité. Elles ont constaté une volonté d'intensifier la coopération dans des secteurs précis tels que l'environnement, l'agriculture, l'urbanisme, les transports, la recherche biomédicale, l'océanologie et, plus particulièrement, l'application conjointe de la recherche dans ces divers secteurs. Elles ont également procédé à un échange de vue en matière de politique spatiale et de télédétection. Enfin, les deux parties ont reconnu l'interpénétration des différents volets de la coopération franco-canadienne parmi lesquels la coopération scientifique et technique occupe une place importante.

Le Canada et la mise en place du PANAFTEL

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) et la compagnie ELINCA ont procédé, à la mi-avril, à la signature du contrat d'engagement pour l'exécution, au coût de \$23 millions, de travaux liés au Réseau panafricain de télécommunications (PANAFTEL).

Il s'agit d'un projet de très grande envergure, dont le coût total s'élève à environ \$150 millions, et qui a fait l'objet d'une signature d'accords, le 14 mai 1975 à Ottawa, entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures d'alors, M. Allan J. MacEachen, et les ambassadeurs des cinq pays concernés: Sénégal, Mali, Haute-Volta, Niger et Bénin.

PANAFTEL a été conçu dans le but d'améliorer les communications entre les pays du continent africain, en dotant l'Afrique d'un réseau de télécommunications par faisceaux hertziens. Ce réseau de télécommunications comprend, dans une première phase, la construction de 20 000 km d'artères de transmission et de

18 centres internationaux de commutation répartis sur tout le continent africain.

Pour sa part, le Canada participera à la réalisation d'une partie du réseau régional (en Afrique de l'Ouest) dont les deux extrémités doivent être rattachées aux stations satellites terriennes de Dakar et de Lagos. Deux composantes s'intègrent à cette construction; la première représente deux tronçons de faisceau hertzien de 55 bonds sur une longueur de 3 000 km découpée en une soixantaine d'endroits, qui relieront les principaux centres des États traversés. La seconde composante tient au système de commutation téléphonique avec la construction de trois centraux téléphoniques de standard international, à Bamako (Mali), à Niamey (Niger) et à Cotonou (Bénin).

Sur les 23 millions, plus de la moitié représente des équipements fabriqués au Canada; l'autre moitié va aux frais d'installation, de génie, d'administration etc.

Réaction du Canada à l'assassinat de M. Aldo Moro

Aussitôt qu'est parvenue au Canada la nouvelle du décès tragique de M. Aldo Moro, président de la Démocratie chrétienne italienne, le premier ministre, M. Trudeau, a envoyé à son homologue italien un télégramme dans lequel il s'est dit profondément attristé, ajoutant: "Je me fais auprès de vous-même, de votre gouvernement et du peuple italien l'interprète de la douleur intense de tous les Canadiens devant ce geste insensé de terrorisme".

De son côté, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Don Jamieson, a envoyé un télégramme au ministre italien des Affaires étrangères, M. Arnaldo Forlani, disant qu'il s'associait à la douleur du peuple italien. "L'Italie perd en M. Moro, un ardent défenseur des valeurs de la démocratie et de la liberté, idéaux qu'il aura servis jusqu'à la fin", a souligné M. Jamieson dans son télégramme.

Les deux hommes d'État canadiens ont prié le premier ministre d'Italie et le ministre italien des Affaires étrangères de transmettre à la famille de M. Aldo Moro leurs condoléances personnelles les plus vives et celles de tous les Canadiens.

Élection d'un parlementaire canadien à un poste international

M. Frank A. Philbrook, député de Halton, a été élu secrétaire général du Groupe international de parlementaires sur la population et le développement qui est parrainé par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP).

Au cours de sa carrière, le docteur Philbrook a acquis une vaste expérience à l'étranger. Il a longtemps exercé la médecine en Inde et au Pakistan et il a été pendant cinq ans directeur de la recherche en planification familiale à la société Ortho Pharmaceutical (Canada) Ltd. Il a en outre été président de la division médicale de l'Association canadienne de l'industrie des médicaments du Canada.

Ses nouvelles fonctions amèneront M. Philbrook à élargir les bases de l'Organisation et à préparer la Conférence internationale sur la population et le développement qui se tiendra à Sri Lanka (Ceylan).

M. Philbrook a été élu au cours d'une réunion tenue à Tokyo du 28 au 30 mars.